Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1622

Artikel: Conseil d'Etat zurichois : le gouvernement du non
Autor: Schwaab, Jean Christophe
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019352

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le gouvernement du non

La démission du conseiller d'Etat zurichois Christian Huber trahit une fois de plus le penchant de l'UDC pour l'opposition, malgré la volonté de renforcer sa présence dans les gouvernements cantonaux.

L'UDC zurichoise a une longue tradition de gouvernement. Malgré le durcissement des positions et la politique de plus en plus oppositionnelle de la section la plus emblématique de ce parti, personne n'a songé ces dernières années à lui contester ses deux sièges au Conseil d'Etat. Mais pour la succession du responsable des finances Christian Huber, l'ancien allié démocrate-chrétien a lancé un candidat, arguant qu'à l'instar de la situation au niveau fédéral, l'UDC n'est plus capable de se comporter en parti de gouvernement.

Christian Huber a démissionné en septembre dernier, lassé par les attaques incessantes de son propre parti. Pourtant, le magistrat UDC, dont les compétences lui avaient valu les louanges de tous bords, avait tout pour plaire à sa base et a fait beaucoup pour traduire les revendications de son parti dans la politique financière du canton. Sous sa direction, paquets d'économies (dont le dernier a été accepté par le peuple lors de la votation de septembre) et baisses d'impôts se sont succédés. Mais l'UDC en a voulu toujours plus. Le parti, relayé par son satellite anti-impôts, la «Ligue des contribuables», n'a eu de cesse d'attaquer son conseiller d'Etat et de refuser les budgets qu'il défendait, au prétexte que les mesures n'allaient pas assez loin. Christian Huber s'est aussi souvent retrouvé au centre des attaques contre les salaires des magistrats, fers de lance des tentatives systématiques des agrariens zurichois de décrédibiliser l'Etat et la «classe politique».

L'intervention du conseiller d'Etat contre le paquet fiscal a encore envenimé la situation: la menace d'exclusion du parti a même été lancée, mais sans suite. La démission de Huber n'a rien apaisé. Sitôt sa décision rendue publique, le ministre a été traité de «paresseux filant vers une retraite dorée» par le chef du groupe UDC au Grand Conseil.

Le parti de l'opposition

L'aile «dure» de l'UDC n'est donc effectivement pas capable de se comporter en parti de gouvernement. Ses élus sont contraints d'appliquer son programme à la lettre. Lorsqu'ils se rendent compte que ces revendications extrémistes ne pourront pas être appliquées dans leur intégralité, ils sont accusés de trahison et le parti tente de les mettre au pas par tous les moyens. Cette stratégie d'opposition permanente a des effets électoraux: malgré ses succès dans les législatifs, l'UDC peine toujours à entrer dans les exécutifs. Le dernier exemple étant Bâle-Ville, où l'égérie de l'aile droite de l'UDC, Angelika Zanolari, n'a fait qu'un score très médiocre, lors de l'élection au Conseil d'Etat, malgré le nouveau renforcement du parti au parlement.

Maintenant, le parti zurichois a désigné Toni Bortoluzzi, membre de son aile la plus dure, comme candidat à la succession Huber. Pour les radicaux, qui font profil bas afin de ne pas se mettre à dos leur puissant allié, Bortoluzzi a «la carrure d'un homme de gouvernement». Mais pour la majorité de la classe politique, son élection confirmerait plutôt l'UDC dans sa stratégie d'opposition, tout en lui permettant de participer au gouvernement. *jcs*

Tous les hommes de Zurich

La publication de listes des personnalités qui font fonctionner la vie publique est courante. Dans la France des années trente, «les deux cents familles» qui étaient censées dominer l'économie avaient eu du succès lors de l'avènement au pouvoir du Front populaire. En Suisse, de telles listes existent aussi. En Suisse romande par exemple, le journaliste Michel Baettig a publié en 1977 *Ceux qui font Genève*. L'exercice continue d'intéresser les lecteurs puisque *Das Magazin*, supplément hebdomadaire du *TagesAnzeiger*, a consacré sa première édition d'octobre à la présentation des acteurs qui font fonctionner Zurich. Il y en a également un peu plus de deux cents, pas tous zurichois, du monde de l'économie, des arts, des médias. Il y a des omissions qui ne font probablement pas plaisir. Le professeur Christoph Morgeli, conseiller national UDC, est sur la liste, mais le président du parti, Ueli Maurer, n'y est pas.

Trois personnalités sont citées en relation avec le Parti socialiste: le conseiller fédéral Moritz Leuenberger, «seule personnalité véritablement importante de la gauche moderne dans la politique suisse...», le maire de Zurich, Elmar Lederberger, «auquel il manque la confiance aveugle que l'économie accorde traditionnellement à un radical» et le publicitaire Hermann Strittmacher, propriétaire de l'agence GGK, «fan depuis des années du Parti socialiste et des Grashoppers dont il est membre du comité...». Les éditeurs sont bien représentés. Concernant Ringier, *Das Magazin* parle d'une mafia du pied sud du Jura constituée par Frank A Meyer, Werner De Schepper, rédacteur en chef de *Blick*, et Berhard Weissberg. Notons aussi la présence de Hans Peter Rohner, chef de Publigroupe à Lausanne, pour son influence dans la concentration en cours dans la presse suisse, via *economiesuisse*. *cfp*